



Section Belgique-Brésil



6 février 2023

RENCONTRE AVEC S.E. MR. JOÃO MENDES PEREIRA, AMBASSADEUR DU BRÉSIL

Visiteurs:

- S.E. Mr. João Mendes Pereira, ambassadeur du Brésil

Membres présents de la délégation belge:

- Rodrigue Demeuse (Ecolo-Groen), Sénat, président
- Fatima Ahallouch (PS), Sénat
- Samuel Cogolati (Ecolo-Groen), Chambre



Réunion:

Transition politique et démocratique

S.E. Mr. João Mendes Pereira, ambassadeur du Brésil, donne un état de lieu sur la transition politique et démocratique de son pays.

Le fonctionnement du système bicaméral est similaire à celui des États-Unis. La constitution est très progressiste malgré un régime militaire ayant été réactionnaire, et est également un document vivant qui s'adapte aux besoins de l'avenir. Cependant, il existe au Brésil des visions très différentes de l'avenir, comme l'a démontré la procédure de destitution engagée contre l'ancienne présidente Dilma. Depuis les élections présidentielles d'il y a un peu plus d'un mois, il faut plus de temps et de confiance de la part de la communauté internationale dans la transition du pouvoir.

Les premiers contacts avec les dignitaires belges montrent un grand intérêt pour le Brésil, ce qui implique une certaine responsabilité depuis l'élection du nouveau président brésilien Lula.

M. Rodrigue Demeuse (Ecolo-Groen), Sénat, président, demande quelles sont les conséquences des manifestations qui ont eu lieu le 8 janvier.

Monsieur l'Ambassadeur déclare qu'il n'y avait qu'une différence d'un million de voix sur les 120 millions de suffrages exprimés. Il n'y a pas eu d'irrégularités, ce qui n'est pas surprenant puisque le Brésil a une grande expérience du système de vote électronique dans 8 élections depuis 1988. Environ la moitié de l'électorat aurait voté de manière conservatrice, 15 à 20 % ayant suivi une ligne radicale. La tendance politique s'est détériorée, passant d'une philosophie de la victoire à une philosophie de l'élimination. Il devient également difficile de gouverner sous la nouvelle présidence, car le Sénat et la Chambre des représentants, bien que dirigés par des centristes, ont une forte base conservatrice, voire radicale.

Monsieur le Président demande quelles sont les priorités sous la nouvelle présidence.

Monsieur l'Ambassadeur répond que les priorités sont les suivantes : le volet social ; l'économie, notamment en lien avec la politique de la banque centrale qui tente de contrôler l'inflation par le biais des taux d'intérêt ; le développement durable ; et la crédibilité internationale en matière de droits de l'homme, d'environnement et de climat. Il n'y aura pas de programme fort sur les mœurs sociales telles que l'avortement. Ces priorités se reflètent dans la composition du gouvernement, avec la création d'un ministère de l'environnement et d'une autorité climatique responsable pour l'élaboration des plans climatiques, la création d'un ministère des droits de l'homme et d'un ministère des peuples indigènes et de l'égalité raciale. Ces institutions seront dirigées par des personnes ayant l'expérience, le respect et la légitimité nécessaires.

Approbation du traité de libre-échange UE-MERCOSUR

Monsieur l'Ambassadeur s'interroge sur le changement de position concernant l'approbation du traité de libre-échange UE-MERCOSUR. Le Brésil considère la relation entre l'UE et le MERCOSUR comme un partenariat stratégique, et plus encore le MERCOSUR comme un enfant de l'UE avec la même philosophie et les mêmes structures, même sous la pression actuelle de la Russie.

Le Président répond que la Belgique est bien consciente de l'importance des relations économiques avec le Brésil, qui est son troisième marché d'exportation. Le gouvernement est préoccupé par certaines questions, telles que la santé, l'environnement, la population indigène et la concurrence entre les produits européens et brésiliens, mais il conserve une attitude constructive à l'égard de cet accord et, en particulier, il est ouvert à une réévaluation depuis l'élection du président Lula. Les préoccupations s'expliquent entre autre par des agriculteurs belges qui craignent un énorme marché agricole brésilien qui ne serait pas soumis aux mêmes règles.

Monsieur l'Ambassadeur suggère d'évaluer ces points et d'examiner le bien-fondé de ces craintes. Un exemple est la position sévère de la Commission européenne à l'égard des producteurs brésiliens de pesticides. En tout cas, le débat est d'autant plus d'actualité que le chancelier allemand Olaf Scholz souhaite parvenir à un accord sur la question en juillet.

Lutte contre la déforestation en Amazonie

Monsieur l'Ambassadeur explique que la lutte contre la déforestation est très difficile. Quelque 20 000 chercheurs d'or se sont installés dans une région habitée par des populations indigènes dont les moyens de subsistance ont été gravement affectés par les activités minières. Le trafic illégal de drogues et d'armes dans cette région est à l'origine de la violence dans les grandes villes et les trafiquants tentent de s'approprier les activités de l'État, telles que les infrastructures publiques d'énergie et de télécommunications, en ciblant certains individus clés afin de faciliter le trafic. La zone concernée couvre trois fois le territoire de la Belgique et il est difficile pour un État d'être présent partout, la raison pour laquelle le Brésil espère bénéficier d'un soutien international.

Mr. Samuel Cogolati (Ecolo-Groen), Chambre, président du Groupe belge de l'UIP, compare la situation à celle du Congo, qui fait également l'objet d'ingérences étrangères.

Position du Brésil sur l'invasion de l'Ukraine

Mr. Samuel Cogolati s'interroge sur le rôle de la plus grande démocratie du monde, le Brésil, dans un contexte de crise ukrainienne et de développement d'un monde multipolaire dans lequel les pays autocratiques que sont la Chine et la Russie souhaitent se manifester.

Monsieur l'Ambassadeur fait référence aux votes du Brésil au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée Générale des Nations Unies. Le Brésil se trouve dans une position difficile en raison de sa forte dépendance économique vis-à-vis de la Chine, qui est son principal partenaire économique et qui a fourni des vaccins à un moment crucial, évitant ainsi des centaines de milliers de morts. En outre, en tant que pays agricole, le Brésil est totalement dépendant des engrais russes pour sa sécurité alimentaire. Le Brésil est également l'un des pays BRICS, avec la Chine et la Russie, et possède sa propre banque de développement, ce qui souligne la difficulté pour le Brésil de faire partie de programmes de la Banque Européenne d'Investissement.

Le Président demande s'il y a une tentative de devenir plus indépendant des deux pays.

Monsieur l'Ambassadeur répond qu'il est très difficile, mais que c'est effectivement le cas, et qu'il faudra 10 à 15 ans pour que les choses changent. Une comparaison peut être faite avec le Green Deal de l'UE, qui est un défi mais aussi une opportunité.

[Note : quelques semaines après la rencontre, le 28 février 2023, l'ambassade publie¹ la communication suivante sur ce point:

« Le 24/2, un an après le début de la guerre en Ukraine, le ministre brésilien des affaires étrangères, l'ambassadeur Mauro Vieira, a publié l'article suivant dans le journal brésilien O Estado de Sao Paulo:

Il est temps de donner la parole à ceux qui veulent la paix en Ukraine

Un an après l'invasion du territoire ukrainien par les forces russes, ce qui a déclenché la guerre, prédominent l'impasse armée sur le terrain, la rhétorique triomphaliste des deux parties et les informations des services de renseignement sur la perspective de nouvelles offensives militaires. La couverture médiatique reflète cette réalité, celle d'un conflit dont les perspectives de solution immédiate sont - il faut le reconnaître - limitées.

Le président Lula a pris ses fonctions dans ce contexte international difficile et, depuis lors, a fait connaître la position du Brésil, fidèle à notre tradition diplomatique. Pour commencer, la condamnation de l'invasion russe et de la violation territoriale d'un État souverain, l'Ukraine, est sans équivoque.

Mais, un an plus tard, le gouvernement brésilien comprend que parmi les déclarations les plus fortes et les voix puissantes, axées sur la guerre et sur sa forte dimension géopolitique, le moment est venu de donner également la parole à ceux qui veulent parler des moyens de construire la paix. Le président Lula a fait un choix clair et public dans ce sens.

Le gouvernement actuel n'ignore pas que les efforts précédents en vue d'un compromis n'ont permis que des avancées isolées, sur des questions humanitaires ou sur la possibilité de reprendre l'exportation de céréales depuis les ports ukrainiens. Le Brésil n'arrive donc pas au débat actuel avec la prétention de présenter une solution toute faite. Il arrive plutôt pour écouter et dialoguer avec les pays et les blocs qui sont prêts à explorer la voie de l'entente - et il y a plusieurs pays importants parmi eux. Je suis convaincu que la recherche de nouvelles avancées, même si elles sont isolées, est une étape nécessaire vers des initiatives plus ambitieuses en faveur de la paix.

Aux éventuelles critiques internes de cette position brésilienne, généralement dues à un prétendu protagonisme excessif sur la scène internationale à ce stade du conflit, je réponds par des faits : dans les contacts que le président Lula a eus jusqu'à présent avec 15 chefs d'État et de gouvernement, ou dans les plus de 40 réunions que j'ai eues avec des ministres des affaires étrangères, des dirigeants d'organisations internationales et d'autres chefs d'État et de gouvernement, la position brésilienne dans le conflit est bien comprise. Et plusieurs de ces interlocuteurs suggèrent même qu'elle est bienvenue en ce moment, même s'ils sont pessimistes quant à la fin du conflit dans un avenir plus proche.

¹ <https://www.facebook.com/photo/?fbid=574163331410324&set=a.333121138847879>

De ma récente participation à la Conférence de Munich sur la sécurité, la semaine dernière, en marge de laquelle j'ai tenu 21 réunions bilatérales en deux jours, j'ai rapporté - et transmis au Président Lula - la conviction que les pays concernés comme le Brésil, qui ne sont pas directement impliqués dans le conflit, ont désormais un rôle constructif à jouer dans le débat. Dans aucune des réunions mentionnées, notamment avec les ministres des affaires étrangères de l'Ukraine et de plusieurs autres pays, je n'ai entendu de critiques à l'égard de la disposition brésilienne à explorer ensemble avec d'autres interlocuteurs, des voies visant à créer les conditions d'une fin du conflit. Notre action lors des délibérations sur la dernière résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur la guerre allait dans ce sens, celui d'appeler les parties à cesser les hostilités, terme qui apparaît pour la première fois dans les débats, à la suggestion du Brésil.

Cette ligne d'action ne perd pas de vue, à aucun moment, le drame humain qui atteint chaque jour les foyers de chacun, en particulier celui des communautés d'immigrants ukrainiens et russes et leurs descendants qui sont d'ici. Elle n'ignore pas non plus l'impact macroéconomique national et mondial de la guerre, notamment en ce qui concerne la hausse des coûts des intrants pour la production agricole et alimentaire.

Le Brésil va persévérer sur cette voie, à commencer par la réunion ministérielle du G-20 à New Delhi la semaine prochaine, à laquelle je participerai. Et il dispose désormais d'une masse critique suffisante au sein de la communauté internationale pour que les voix en faveur de la compréhension gagnent en influence dans les mouvements et les pourparlers capables d'éviter, à l'avenir, de nouvelles dates quant à la durée de la guerre, comme le triste cap d'une année franchi aujourd'hui. »

Cas individuels de violations des droits de l'homme

Mr. Samuel Cogolati, étant président du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'Union Interparlementaire, soulève les cas individuels de violations qui concernent le Brésil, à savoir Marielle Franco, David Miranda, Jean Wyllys, et Taliria Petrone.

Mr. l'Ambassadeur donne un état de lieu de la situation de ces quatre personnes.

[Note : quelques semaines après la rencontre, le 21 avril 2023, l'ambassade communique au secrétariat de la section bilatérale un état de lieu sur la procédure judiciaire concernant le cas de Marielle Franco :

« Le 17 février, le ministère brésilien de la Justice et de la Sécurité publique a ordonné à la police fédérale d'ouvrir une enquête afin de déterminer les faits et les circonstances entourant les homicides de Marielle Franco, alors conseillère municipale, et de son chauffeur, Anderson Gomes, le 14 mars 2018. Le même jour, la police fédérale a commencé son enquête, qui comprenait la création, dans la surintendance régionale de Rio de Janeiro, d'une équipe spéciale exclusivement consacrée à l'affaire. Comme l'a décidé le ministère, la police fédérale enquêtera sur "toutes les circonstances" de ce crime, ainsi que sur d'autres éléments qui "pourraient être découverts au cours de l'enquête".

Le ministre de la justice et de la sécurité publique, Flávio Dino, a déclaré qu'un maximum d'efforts était déployé pour éclaircir les faits. "Afin d'étendre la collaboration

fédérale aux enquêtes sur l'organisation criminelle qui a perpétré les meurtres de Marielle et d'Anderson, j'ai décidé qu'une enquête devait être menée par la police fédérale. Nous faisons de notre mieux pour aider à clarifier ces crimes".

Les enquêtes étaient auparavant menées sous la responsabilité exclusive de la police civile de l'État de Rio de Janeiro (PCRJ). C'est la première fois que la police fédérale enquête sur cette affaire, en coopération avec la PCRJ et le ministère public de l'État de Rio de Janeiro (MPRJ).

Deux personnes sont actuellement en état d'arrestation pour le double meurtre : Ronnie Lessa, officier de la police militaire à la retraite, et Élcio Queiroz, ancien officier de la police militaire. Ils sont en détention préventive, en attendant d'être jugés par un jury populaire, après avoir été dénoncés par le MPRJ comme étant les auteurs des meurtres de Marielle et Anderson. Cinq ans après le crime, les motivations et les instigateurs du double homicide sont toujours inconnus. »

Renforcement de la coopération entre les groupes d'amis et possibilité d'une mission bilatérale entrante et sortante avant les élections de 2024.

Le Président mentionne l'intérêt du Groupe belge pour une éventuelle mission bilatérale entrante et sortante avant les élections de 2024.

Mr. l'Ambassadeur se renseignera sur la composition actuelle de la section bilatérale du parlement brésilien, mais note également que la composition du parlement est en train de changer.

Monsieur l'Ambassadeur et les membres belges souhaitent fixer une nouvelle rencontre quelques mois plus tard.
